

« On ne joue pas aux billes ! »

Toulouse, le 27 mars 2020

C'est à ces mots, prononcés par un membre de la délégation CGT, lors de la conférence téléphonique bi-hebdomadaire d'hier avec la DRFiP 31, que le directeur du pôle pilotage et ressources a, une fois de plus, perdu ses nerfs. Sûrement vexé de l'impression donnée que lui et la direction régionale n'en faisaient pas assez dans cette période compliquée que nous vivons. Mais ne nous méprenons pas. La CGT Finances publiques ne reproche pas à nos « élites » locales de ne pas être actifs (nous sommes convaincus qu'ils le sont) mais constate au jour le jour que la mesure de la gravité de la situation sanitaire à laquelle sont exposés nos collègues dans la période n'est pas prise. Et, de fait, nous jugeons que des marges de manœuvres existent pour éviter d'exposer inutilement les agents au risque pandémique.

Si nous nous battons pied à pied lors de chaque rencontre avec la direction :

- sur les mesures d'hygiène non prises ;
- les services ou les collègues interviennent en trop grand nombre ;
- la gestion à notre sens minimaliste des mesures prises après la détection dans nos services (à ce titre, la direction locale se retranche à chaque fois sur les consignes du secrétariat général de Bercy, qui sont très insuffisantes de notre point de vue, et c'est notre rôle de le dire) ;



c'est qu'il faut être logique jusqu'au bout : **nous n'avons rien pour nous protéger ! Il faut se confiner ! Tous les soignants épuisés le clament tous les jours dans tous les media !**

C'est notre rôle de militants de suivre l'évolution des débats scientifiques et économiques, d'essayer de comprendre comment nous en sommes arrivés là et d'informer nos collègues sur les mesures concrètes prises localement mais aussi sur celles du plus long terme, car les orientations locales résultent toujours de considérations plus générales.

Une crise sans précédent

Le gouvernement français a, pendant des semaines, minimisé la gravité de la maladie pour justifier ses choix politiques, souvent en parant ses discours d'un vernis scientifique (les masques ne servent à rien, les tests n'ont pas d'utilité ...). Aujourd'hui, force est de constater que le vernis s'écaille. Les plus grands épidémiologistes s'expriment très clairement.

L'écran de fumée se met en place et les mesures vont pleuvoir contre le monde du travail

Il ne faut pas oublier que, dans la formidable partie de poker menteur qu'est en train de jouer le gouvernement en mettant en avant le risque d'effondrement économique (qui est bien réel mais dont les causes sont bien antérieures à la crise pandémique actuelle), l'écran de fumée médiatique ne doit surtout pas nous aveugler.

Dès maintenant, une **avalanche d'ordonnances** sont prises par le gouvernement pour faire payer à l'ensemble de la population les choix politiques qui ont conduit à ce désastre. Le conseil des ministres a rendu public ses ordonnances, mettant en place des **dérèglementations majeures, en matière de droit du travail**, en particulier sur le temps de travail, les congés, la prise des RTT ou encore le compte épargne temps. Le gouvernement profite, ainsi, de manière scandaleuse, de la crise sanitaire pour déroger, dans certains secteurs économiques dits essentiels mais non définis, aux règles du droit

du travail. La durée quotidienne maximale de travail est portée à 12 heures, au lieu de 10 heures actuellement, celle du travail de nuit à 12 heures au lieu de 8 heures. De même, il décide de réduire le temps de repos, entre 2 journées de travail, à 9 heures contre 11 heures minimum aujourd'hui. Il fixe la durée maximale de travail hebdomadaire à 60 heures contre 48 heures jusqu'ici et augmente également les durées de travail hebdomadaires, dans le secteur agricole ainsi que le travail de nuit. Il instaure l'extension du travail le dimanche et prévoit la **possibilité d'user de ces régressions jusqu'à décembre 2020 !**

Une politique de santé orientée, comme le reste de l'économie, vers le profit à court terme

Le ministère n'a eu comme priorité, au cours de ces dernières années, que de réduire les dépenses de santé.

S'il y a une effarante pénurie de moyens de prévention élémentaires (en commençant par les masques pour les soignants, les tests de dépistage), c'est parce que les gouvernements successifs n'ont pas suivi les recommandations des services de l'État eux-mêmes !

Pour nos gouvernants, qui ont fait le choix d'un capitalisme débridé depuis 40 ans, les dépenses de prévention sont «improductives» – c'est-à-dire ne produisent pas de profit – et donc il n'y a jamais de financement suffisant pour elles. Le résultat est que nous sommes incapables de dépister et de soigner les malades, incapables, même, de connaître le nombre réel de victimes de l'épidémie.



La DRFiP 31 commence à communiquer par écrit, mais à dose homéopathique

Après avoir martelé sur le sujet depuis deux semaines (les paroles s'envolent, les écrits restent !), la DRFiP a, enfin, validé de faire un compte rendu écrit des conférences téléphonées !

Nous avons fini par obtenir, hier soir, la communication des plans de continuité de l'activité par service pour un grand nombre d'entre eux. Vous trouverez, sur notre site, un tableau résultant d'une première compilation de notre part des données communiquées concernant les SIP et les SIE.

La direction nous a expliqué que les chiffres du PCA sont une moyenne cible à atteindre et que l'effectif réel quotidien peut varier autour de ces données en fonction des charges d'activité et des contraintes de gestion du personnel. En fait, nous ne pouvons analyser le respect par les responsables de services de ces préconisations sans la communication pour chaque service du **planning d'affectation des collègues**. Ceux-ci étant déjà établis pour la semaine prochaine, **nous avons demandé à la direction de nous les transmettre**.

À plusieurs reprises lors de cette réunion, nous avons martelé qu'il aurait été souhaitable d'avoir les PCA détaillés par missions prioritaires avec le nombre d'agents affectés sur ces missions. Mais en vain. Pour la CGT, trop de tâches non prioritaires sont réalisées dans les services : le traitement des avis dans les SIE, la mise à jour TH dans les SIP, le traitement des NPAI...

De plus, **nous attendons encore les PCA des SDE, SPF et des services de direction**.

Trop d'agents sont présents encore dans les services. Et en particulier les SIP pour des missions qui ne sont, à notre sens, pas prioritaires. Comme les mises à jour TH ! M. Perrin a fini par entendre que la mise à jour TH n'était pas une mission des plus prioritaires et s'est dit prêt à la revoir à la baisse. Mission à suivre...

Répetons-le, notre seul objectif reste de déterminer les marges de manœuvre qui existent pour qu'un nombre croissant de collègues soient confinés chez eux.

Concernant la **campagne IR**, la DG n'a pas encore pris de décision définitive (elle sera prise la semaine prochaine). Cependant, notre direction locale y travaille déjà. Sa réflexion est axée sur l'information et la mise à disposition des documents aux agents (puisque la formation en présentiel ne sera pas possible) et sur l'accueil à distance (réception téléphonique et par mail).

Le directeur de pôle a indiqué qu'il cherchait à repérer et mobiliser les compétences des agents qui ne sont actuellement pas sur des missions prioritaires.

Pour la CGT, le plus raisonnable serait de reporter cette campagne !

Les **PCE, PCR, BCR et BDV** vont venir en renfort des SIE et des SIP.

Nous regrettons seulement le manque de communication sur les missions de soutien envisagées et nous interrogeons sur la manière dont va s'effectuer ce renfort. Il est prévu que ces agents interviennent à distance dans 95 % des cas et, très à la marge, dans les services pour faire des e-contact principalement. Pour la CGT, il est inconcevable qu'un agent en capacité de rester en télétravail se déplace dans les services et augmente ainsi les risques de contamination.

Les vérificateurs ont été sollicités en fin de semaine dernière et rattachés à un service de soutien hier. Les chefs de brigades contacteront les agents au fur et à mesure, en fonction des besoins qui ne seront pas forcément immédiats.

Les PCE viendront en renfort sur les demandes de remboursements de crédit de TVA.

Les PCR feront du renfort dans les SIP, surtout pendant la campagne IR.

Le renfort au **réseau local** est aussi envisagé et réfléchi par la direction. Un « SAR » (service d'assistance au réseau qui serait plutôt un renfort qu'un appui) est en préparation par la mobilisation de cinq agents de l'équipe EDR. Les rotations se feraient sur quinzaine. Toutes les **trésoreries** sont fermées à l'accueil aujourd'hui. La seule mission accueil qui est active est sur rendez-vous et concerne uniquement les bons de secours. À ce jour, les missions prioritaires semblent respectées avec un minimum d'agent sur place.

Concernant les **SPF et le SDE**, c'est la valse hésitation de la Centrale : un coup, je ferme, un coup je réouvre à minima. Mais, dans la Haute-Garonne, pas d'hésitations ! Ces deux services sont restés ouverts depuis l'annonce du confinement. Le pompon, c'est le message reçu par les agents du SDE leur intimant de revenir, TOUS (sauf AA et maladie) dès lundi prochain. Encore une fois, il est inadmissible que les OS aient à intervenir pour faire respecter la dernière note de la DG qui annonce un fonctionnement au strict minimum !

Toujours afin de respecter les mesures de confinement, nous avons demandé à notre direction s'il était envisageable de récupérer les **ordinateurs** du bureau (comme cela s'est fait à la Douane) pour travailler à domicile en télétravail. A priori, ce ne serait pas possible pour des raisons de sécurité et de réseau !!! La première vague de PC portables (42) ont été déployés. Concernant la seconde vague, seuls 26 PC seront configurés pour la DGFIP 31. Les autres sont réquisitionnés pour d'autres ministères en déficit.

Nous avons eu droit, hier soir, à un discours langue de bois de la part de notre direction et notre directeur a admis, lui-même, « y perdre son latin »...

Notre seule ligne de conduite depuis le début est la protection de la santé des collègues. Nous serons intransigeants avec tous ceux dont l'action, quelle qu'en soit la motivation, contrevient aux mesures de protection des agents. Si des responsables font du zèle, M. le directeur régional, il vous appartient de les recadrer par tous les moyens. Il semble que vous avez eu moins de scrupules pour assigner 40 collègues et les organisations syndicales au tribunal administratif, il y a un an, quasiment jour pour jour. Nous prenons nos responsabilités, prenez les vôtres : en matière de santé des personnels et de discipline, en cas de comportements dangereux en rapport avec la pandémie en cours.

La CGT reste attentive et ne laissera passer aucune approximation. Nous comptons sur la vigilance de tous pour nous faire remonter le moindre des écarts !

Pour tout contact : cgt.dr31@dgfip.finances.gouv.fr ou 06 81 60 89 03